

M 04249 - 15 - F: 1,20 €



Erwan Redon, professeur des écoles, est un **désobéisseur**: il refuse d'appliquer les contre-réformes et risque son poste pour cela. **REGARDS PAGE 2**



Véritable phénomène culturel mondial, **Michael Jackson** laisse derrière lui une œuvre très contrastée. **CULTURE ET MEDIAS PAGE 9**



Plus de 1 milliard de personnes dans le monde, souffrent de **sous-alimentation**. Il y a urgence à refonder la production agricole. **PARLONS-EN PAGE 10**

TOU**T** est à nous!

2 JUILLET 2009 | N°15 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NOS RETRAITES PAS LEURS PROFITS



La bataille du patronat et du gouvernement contre les retraites est relancée.



Sarkozy, dans les fastes de Versailles: «*Nous serons au rendez-vous de la réforme des retraites. 2010 sera un rendez-vous capital.*» Il en fixe l'échéance, tout en prenant la pose de l'arbitre pour ouvrir le débat. «*Toutes les options seront examinées*», affirme-t-il. Mais tout le monde connaît l'issue. La présidente du Medef, Laurence Parisot, ne s'en cache pas: «*Il faut que cela soit une réalité admise et comprise par tout le monde et, à partir de là, que la collectivité nationale, à partir d'un débat public entre les autorités politiques, les partenaires sociaux, puisse d'un commun accord, dire: eh bien voilà, il faut relever l'âge légal de départ à la retraite de x années...*» Le débat est ouvert, mais la décision est déjà prise, sans écarter pour

autant la possibilité d'augmenter les cotisations ou de diminuer les pensions. Hortefeux, provocant, a déjà annoncé l'hypothèse d'un report jusqu'à 67 ans! Fillon, sans donner de chiffre, affirme, péremptoire, qu'«*il n'y a pas d'autre solution*» et que ce n'est pas «*une question tabou*». «*Travailler plus, alors même que la vie s'allonge*», n'est-ce pas une évidence! Il y aurait trop de retraités par rapport au nombre d'actifs, ose-t-on nous dire. Mais les mêmes oublient de dire qu'avec l'augmentation de la productivité, les travailleurs actifs produisent bien plus de richesses qu'il y a ne serait-ce que vingt ans! Mais là n'est pas leur problème. Ils se moquent éperdument d'obliger la majorité des travailleurs à s'éreinter au boulot ou ceux qui sont usés par des métiers particulièrement pénibles à rester au travail jusqu'à un âge proche de leur espérance de

vie. Et cela, au moment même où le chômage explose. En réalité, ces nouvelles attaques contre les retraites n'ont d'autres raisons que de réduire les déficits engendrés par une politique subventionnant les patrons et les riches qui accaparent une part de plus en plus grande des richesses produites. Il suffirait de garantir à tous un emploi, de répartir le travail existant sans perte de salaire, de prendre sur les profits pour résorber les déficits. Travailler moins pour travailler tous, afin de pouvoir un peu jouir de la vie! Alors, oui, les travailleurs n'ont pas à avoir de tabous à l'égard des intérêts des classes possédantes, pour intervenir dans le débat avec leurs armes de classe, celles de la lutte. **Yvan Lemaître**

IRAN FUTE EN AVANT REPRESSIVE

La répression continue de s'abattre sur le peuple iranien: déjà plus de 200 morts, des centaines de blessés, 2000 personnes arrêtées, dont beaucoup sont torturées... Mais tout l'édifice idéologique de la mollahchie est ébranlé par la contestation, le Guide suprême, Ali Khameneï, s'étant particulièrement décrédité en annonçant que la réélection d'Ahmadinejad était un «*miracle divin*» **LIRE PAGE 8**

EMPRUNT NATIONAL ALIBI À L'AUSTERITÉ

Alors que le déficit budget et la dette de l'Etat explosent parce que le gouvernement renfloue et subventionne, à grands coups d'argent public, les banques et les trusts, Sarkozy et ses ministres veulent en faire payer le coût à la population en réduisant les dépenses utiles à l'ensemble de la société (suppression de plus de 34000 postes de fonctionnaires dont 16000 dans l'Education nationale). Le «*grand emprunt national*» que voudrait lancer Sarkozy est une tentative de faire avaliser cette politique. Sarkozy en avait lancé l'idée dans son discours à Versailles, Fillon et le gouvernement remanié ont planché dessus dimanche 28 juin. De toute évi-

dence, le gouvernement veut faire de «*l'emprunt national*» une grosse opération de communication. Dans quel but? L'Etat français, comme celui d'autres pays riches, n'a pas de difficulté, pour l'instant, à emprunter sur les marchés financiers et a ainsi pu emprunter 250 milliards d'euros environ cette année. Habituellement, c'est une véritable rente que l'Etat sert aux banques, sociétés de finance ou fonds d'investissement lorsqu'il emprunte sur les marchés financiers. Le précédent emprunt auprès de particuliers a été effectué il y a seize ans. **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3**

SALAIRES VIVRE, PAS SURVIVRE

Chaque 1^{er} juillet, les traditionnelles revalorisations et augmentations sont dévoilées. Cette année encore, pour les salariés et les chômeurs, ce sera «*régime sec*». Pour la troisième année consécutive, le gouvernement «*du pouvoir d'achat*» a confirmé qu'il ne donnerait pas de «*coup de pouce*» au Smic. La revalorisation du salaire minimum, au 1^{er} juillet prochain, sera donc limitée au minimum légal (1,3%). Bref, les 3,5 millions de smicards verront leur taux horaire passer de 8,71 euros brut à 8,82 euros, et leur salaire mensuel (pour 35 heures) atteindra 1051 euros net (13,47 euros net de plus par mois). Pour le gouvernement, qui n'a peur de rien, cette revalorisation est satisfaisante et permettra de lutter contre le chômage, puisque pour Brice Hortefeux, ancien ministre du travail: «*Il vaut mieux une vraie revalorisation qu'un faux coup de pouce, qui aurait un effet boomerang sur l'emploi et sur les plus défavorisés, et remettrait en cause l'emploi, notamment dans les petites entreprises.*» **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 4**

Par **Thomas Mitch**

AFFAIRE D'ÉTAT

C'est l'histoire d'une vente de trois sous-marins français au Pakistan par la DCN (détenue à 75% par l'Etat et à 25% par Thales) pour 840 millions d'euros environ, le 21 septembre 1994, qui se termine le 8 mai 2002, d'après la thèse que privilégient désormais les juges d'instruction, par un attentat contre des ingénieurs de la DCN à Karachi (Pakistan), faisant quatorze morts. Selon le rapport «Nautilus», commandé par la DCN à un ex-agent de la DST, l'action terroriste aurait eu lieu en représailles au non-versement des commissions inhérentes au contrat et devant arroser une série d'officiels pakistanais véreux. L'arrêt des versements a été ordonné par Chirac dès son arrivée à l'Élysée, en 1995, afin, selon «Nautilus», d'assécher les réseaux de financement d'Edouard Balladur; des rétro-commissions (dans l'autre sens, de Karachi vers Paris) auraient eu pour but de financer la campagne de l'ex-Premier ministre à la présidentielle. Il est vrai qu'Edouard Balladur, contrairement à Chirac, n'avait pas l'appareil du RPR (ex-UMP) avec lui. Voilà qui concerne Nicolas Sarkozy, pour qui tout cela n'est qu'«une fable». D'abord, en tant que ministre du Budget de l'époque car, selon un rapport de police révélé par backchich.info, dès septembre 2008, la société Heine (chargée avec Eurolux gestion de s'occuper des commissions) aurait été créée avec son aval. Ensuite, parce qu'il était directeur de campagne d'Edouard Balladur (soutenu par Charles Pasqua...). Si l'on ajoute les révélations de *Libération*, selon lesquelles des éléments clés n'auraient pas été versés au dossier (géré jusqu'il y a quelques mois par Jean-Louis Bruguière, candidat UMP aux législatives de 2007), la fable fleurit «bon» l'affaire d'Etat. N'y voyez aucun lien: la toute récente loi de programmation militaire (LPM) comporte un volet sur le secret-défense, pour l'étendre à des lieux (et non plus aux seules missions) dont la liste, «régulièrement actualisée» (article 12 de la LPM), est fixée par le Premier ministre... Autant dire que les perquisitions telles que celle qui a permis de mettre à jour ce «Karachigate» seront quasiment impossibles. C'est en sens inverse qu'il faut aller: interdire le secret-défense, la diplomatie secrète et les exportations d'armes, ainsi que reconvertir l'industrie militaire en industrie civile.

4 JUILLET, MARGNY-LÈS-COMPIÈGNE, CONTINENTAL. Fête et rassemblement «Pour l'arrêt des poursuites judiciaires contre les sept salariés de Continental et pour les libertés ouvrières», samedi 4 juillet, 12 h 30 (restauration, musique, artistes et spectacles), 16 h 30 (grand meeting de soutien aux sept de Continental), parc de la mairie.

4 JUILLET, MARSEILLE, GENRES. Marche des fiertés LGBTI, samedi 4 juillet, 16h30, Vieux-Port.

5 JUILLET, MALAKOFF, SANS-PAPIERS. Fête des sans-papiers et de leurs soutiens, dimanche 5 juillet, de 12h à 18h, école Jean-Jaurès (avenue Jules-Ferry).

à noter

7 JUILLET, SAINTE-FLORENT, NPA. Réunion publique «Construisons ensemble le NPA», organisée par le comité NPA de Brioude/Sainte-Florine (Haute-Loire), mardi 7 juillet, 20 h 30, salle de la mairie.

8 JUILLET, PARIS, PÉROU. Rassemblement d'information et de soutien à la grève générale andine et amazonienne du 8 et 9 juillet au Pérou, en solidarité avec les peuples d'Amazonie, pour la sanction des responsables du massacre du 5 juin et l'abrogation des lois qui bradent les territoires indiens, mercredi 8 juillet, 18h, place de la République.

regards



Erwan Redon. (VMC)

Propos recueillis par Olivia Hespini

CES INSTITS QUI DÉRANGENT

Le 7 juillet, Erwan Redon, professeur des écoles à Marseille, est convoqué devant une commission disciplinaire. Il risque un licenciement pour «insuffisance professionnelle»; en réalité, pour désobéissance pédagogique assumée.

Q Que te reproche exactement ta hiérarchie?

En ce qui concerne mon «insuffisance professionnelle», je ne peux que vous renvoyer au courrier de mes collègues et aux témoignages des parents¹. Les vraies raisons de ma convocation sont que, depuis des années, je signale les dysfonctionnements de l'institution – par exemple, la nomination d'un jeune collègue sur une classe spécialisée – et refuse de me plier à des mesures que je juge contraires à l'intérêt de mes élèves, comme cette année les évaluations en CM2. Comme le disent mes collègues, je dis tout haut ce qu'ils pensent tout bas. Je refuse aussi l'inspection dans sa forme infantilisante actuelle, qui s'attache plus au contrôle qu'à l'analyse concertée des pratiques. Ma désobéissance est multiple, car les griefs le sont. A tout choisir, je refuse. J'ai pris le parti des enfants, de leur avenir, quitte à me prendre des coups de spécialistes administratifs, que je ne peux laisser faire lorsqu'ils m'intiment l'ordre de scier la branche d'un futur plus humain.

Q Ce qui t'arrive apparaît comme un règlement de comptes personnel de ton inspection académique, mais n'est-ce pas aussi une volonté de l'éducation nationale de se débarrasser de «désobéisseurs»?

En ce qui me concerne, il est vrai que l'inspecteur académique adjoint se souvent du camouflet que lui ont infligé des parents d'élèves de ma classe, révoltés qu'il prive leurs enfants de classe de neige pour me «punir» de mon refus d'inspection. A la suite de cela, l'inspecteur a traîné les parents en justice et m'a sanctionné. Mais je ne suis pas le seul à être réprimé. Tous les moyens sont bons pour faire rentrer dans le rang les «désobéisseurs»: retraits sur salaire – j'en suis à 32 jours –, refus d'avancement, avertissements, retrait du poste de direction pour les réfractaires à «Base élèves»² (comme pour Jean-Yves Le Gall), convocations au commissariat d'enseignants et de parents d'élèves, interdiction de participer à des débats ou de communiquer avec les médias (comme pour Bastien Cazals), jusqu'à la commission de discipline, pour moi, le 7 juillet, et pour Alain Refalo, le 9.

Q Quelle est ta défense et quels sont tes soutiens?

Je construis actuellement ma défense et je ne céderai pas sur l'essentiel: la reconnaissance de mes capacités professionnelles et la légitimité de protéger les enfants en refusant de développer un esprit de compétition, de formater les esprits, de stigmatiser les gosses en difficulté, bref, la volonté de continuer une pédagogie active loin du taylorisme scolaire qu'on veut nous imposer. Je suis encouragé par le soutien de personnalités telles que Philippe Meirieu et Hubert Montagner et celui de groupes de recherche pédagogique comme les Crepsc. Le soutien syndical est très contrasté, selon les départements. A Marseille, le moins que l'on puisse dire est que la désobéissance n'a pas été portée par le syndicat majoritaire Snuipp. Habités à la cogestion avec l'administration, les syndicats majoritaires rechignent à radicaliser leur position et à appeler clairement au refus de mesures qu'ils analysent pourtant comme totalement néfastes et destructrices. Ils continuent en vain à chercher à infléchir la politique ministérielle alors que le rouleau compresseur avance. Mais ce n'est pas propre à l'éducation nationale. Il est temps que les organisations syndicales dénoncent l'archaïsme de l'Education nationale et ses modalités de contrôle, d'évaluation et de sanction (inspections, commissions disciplinaires), où l'inspecteur d'académie détient tout le pouvoir, étant juge et parti. Il faut engager aussi une vraie résistance au démantèlement en cours.

Q Comment te soutenir?

D'abord, en faisant connaître le plus largement possible et, en dehors de l'éducation nationale, la casse de ce service public et les tentatives de mise à la porte de ceux qui s'y opposent. Il faut signer les pétitions et manifester votre opposition en écrivant aux inspections d'académie et aux médias.

1. www.soutienwanredon.org. Voir aussi <http://resistancepedagogique.blog4ever.com>
2. Système centralisé de renseignements sur les élèves du primaire, qui recueille des informations individuelles utilisables pour la «prévention de la délinquance».





LOI SUR LES « BANDES » VERS UN DELIT DE MANIFESTATION

En prétextant s'attaquer aux bandes, le projet de loi Estrosi prépare la répression du mouvement social.



Comme souvent avec Nicolas Sarkozy, il y a en apparence au départ de cette loi un fait divers. Le 18 mars, à Gagny (Seine-Saint-Denis), une vingtaine de jeunes gens, encagoulés et armés, avaient envahi un lycée. Le texte déposé par Christian Estrosi, député UMP et maire de Nice, récompensé avec le poste de ministre de l'Industrie, s'inscrit dans une batterie de mesures décidées et annoncées par Nicolas Sarkozy. L'article premier « instaure une nouvelle incrimination réprimant de façon spécifique la participation à une bande ayant l'intention de commettre des violences ou des atteintes aux biens [...], le fait de participer, en connaissance de cause, à un groupement, même formé de façon temporaire, qui poursuit le but, caractérisé par un ou plusieurs faits matériels,

de commettre des violences volontaires contre les personnes ou la destruction ou dégradation de bien, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende ». L'essentiel du texte se trouve dans ce tout petit passage: « ayant l'intention de commettre des violences ». Il s'agit de condamner un délit d'intention des personnes « présumées dangereuses ». Estrosi le dit lui-même: « le nouvel arsenal permettra d'agir en amont en détectant les intentions », et d'ajouter « Le texte s'inscrit dans un contexte: celui du développement de la sécurité durable ». On est en droit de se poser la question de la nature des bénéficiaires de ce nouveau concept de « sécurité durable ». Regardons de plus près. Un rassemblement « formé de façon temporaire », avec une attitude plus ou moins agressive des participants dans leur « intention », disons protesta-

taire, s'appelle généralement une manifestation. Hormis la circonstance aggravante de la dissimulation, même partielle, de son visage, le texte prévoit également d'étendre le délit de participation à un attroupement armé aux personnes non armées. Par arme, il ne faut pas seulement comprendre les armes blanches ou à feu, mais aussi toutes les armes par destination: tournevis, bâton, avec ou sans pancarte au bout. Comme des gens qui se protègent tant bien que mal des gaz avec un foulard et dont certains tiennent des pancartes... Bien entendu, comme toujours, la libre interprétation de toutes ces « intentions » est laissée à l'appréciation des forces de l'ordre. Il faudra donc, pour « éviter que les conditions dans lesquelles se déroulent les opérations de maintien de l'ordre [...] ne fassent l'objet de contestations », les filmer. Bien

sûr ici, c'est la police qui filme, et comme elle agit en parfaite transparence, « la diffusion de ces enregistrements fait l'objet d'une nouvelle incrimination, passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende ». Mis en parallèle avec la constitution du fichier Edvige 3.0, on assiste à une opération de fichage généralisé de tous ceux qui manifestent. Le texte d'Estrosi, prenant prétexte d'un fait divers, prétend agir contre les « bandes » en stigmatisant encore un peu plus les jeunes des banlieues, considérés comme responsables de tous les maux. Au-delà de ces visées électoralistes, c'est avant tout la mise en place d'un formidable outil de répression contre le mouvement social qui se met en place avec ce concept de « sécurité durable ».

Aurélien Smirnoff

EMPRUNT NATIONAL

SUITE DE LA PAGE 1

Ceux qui y ont eu recours en ont largement bénéficié, comme ceux qui avaient souscrit à l'emprunt Giscard, indexé sur l'or, dont le remboursement avait coûté 80 milliards de francs à l'Etat, plus de dix fois le montant emprunté. Le déficit et la dette de l'Etat, déjà considérables, ont littéralement explosé depuis l'éclatement de la crise financière en septembre 2008. Le déficit sur l'année 2008 a plus que doublé, à 118 milliards d'euros. Il faut y ajouter la dette d'environ 80 milliards d'euros de Société de financement de l'économie française (Sfef), créée à l'automne 2008 pour mettre à disposition des banques l'argent qu'elle pouvait emprunter sans difficultés avec la garantie de l'Etat.

Mais de cet endettement, Sarkozy, ses ministres, comme globalement tous les représentants des classes dirigeantes, ne stigmatisent que les déficits que Sarkozy a qualifiés de « mauvais » lors de son discours devant le Congrès, ceux qu'il appelle aussi les « déficits structurels ». Le « mauvais » déficit, a dit Sarkozy, « celui qui finance les mauvaises dépenses, les gaspillages, l'excès de bureaucratie, les frais de fonctionnement trop élevés », doit être ramené à « zéro par des réformes courageuses ». Pour cela il y a la Révision générale des politiques publiques (RGPP), la suppression de la moitié des postes des fonctionnaires partant à la retraite (33 500 en 2010, dont 16 000 dans l'Education nationale).

Les députés UMP ont trouvé aussi d'autres idées qui pourraient être intégrées dans le budget 2010, comme l'augmentation du taux de cotisation chômage des fonctionnaires ou la fiscalisation des indemnités journalières pour les accidentés du travail, avant de mettre à l'étude une refonte du système des aides sociales qui laisse craindre des coupes sombres dans ces budgets qui servent aux plus pauvres.

Il n'est pas question, par contre, de montrer du doigt les déficits provoqués par l'augmentation massive, à la faveur de la crise, des subventions accordées par l'Etat aux banques et aux trusts (comme ceux de l'automobile, Airbus ou Areva), qui sont responsables de la crise.

L'emprunt national qui pourrait se monter à 80, voire 100 milliards d'euros, servirait à des « dépenses d'avenir », pour dessiner la « France d'après-crise » et serait consacré essentiellement à financer les recherches, particulièrement coûteuses pour les entreprises, dans des domaines comme le numérique, les nanotechnologies ou les biotechnologies.

Sarkozy comme Fillon, dimanche dernier, ont annoncé que ces objectifs de l'emprunt allaient faire l'objet d'une concertation, dont la première séance doit avoir lieu le 1^{er} juillet, avec le patronat et les syndicats. Il s'agit pour le pouvoir d'associer ces derniers à sa politique pour tenter de neutraliser la contestation d'une politique qui ruine l'ensemble de la société pour enrichir toujours plus une minorité.

Galia Trépère

et aussi



Paris, le 24 juin. Les «Conti» devant le ministère de la Justice. (JMB)

JUSTICE POUR LES SEPT DE CONTINENTAL! Mercredi 24 juin, 800 salariés de Continental-Clairoix se sont rendus à Paris, au ministère de la Justice. Ils venaient rencontrer un représentant du ministère, afin d'évoquer le sort de sept d'entre eux, assignés en justice à la suite de leur légitime colère exprimée à la sous-préfecture de Compiègne (lire TEAN n°14). Mais voilà, pour cause de remaniement ministériel, il n'y avait personne pour les recevoir. Les «Conti» avaient profité de leur venue à Paris pour inviter largement les syndicats et les partis politiques à venir apporter leur soutien. De fait, se sont déplacés Claude Bartolone (PS) et Olivier Besancenot (NPA). Nathalie Artaud (LO) a envoyé un message de solidarité et le PCF a dit qu'il soutenait l'action. De plus, une délégation de salariés d'entreprises sous-traitantes de PSA, rassemblés le même jour devant le siège de PSA, est venue rendre visite et prendre contact. Pour continuer de populariser leur action, les «Conti» organisent un rassemblement festif, samedi 4 juillet, au parc de la mairie de Margny-les-Compiègne, à partir de 12h30, avec un grand meeting de soutien aux sept de Continental à 16h30.

HÔPITAL: ULTIME BRAS D'HONNEUR. L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté définitivement le projet de loi «Bachelot» sur l'hôpital. Deux heures seulement avant le vote final, le gouvernement a déposé un ultime amendement redonnant les pleins pouvoirs aux directeurs d'hôpitaux, ultime bras d'honneur aux médecins qui exigeaient une place plus importante dans la «gouvernance»! Le message est clair, l'hôpital doit être sans contrôle aux mains des «managers». Il doit devenir une entreprise rentable. Le Conseil constitutionnel va être saisi par les députés socialistes. La loi Bachelot est votée, mais le combat pour la défense de l'hôpital public continue, contre les conséquences de l'application de cette loi (regroupements d'hôpitaux, privatisations, suppressions de services et d'emplois), qui vont se manifester dès l'automne.



SALAIRES

SUITE DE LA PAGE 1

Les chômeurs indemnisés, qui sont actuellement 2 millions et dont la moitié touche moins de 946 euros par mois, tandis que trois chômeurs sur dix n'ont aucune couverture sociale, connaîtront le même sort avec une revalorisation à minima de 1%. Quant à la grande majorité des salariés, elle ne connaîtra qu'une très faible, voire aucune, augmentation de salaire, pour cause «de crise», ou pourra être licenciée comme les 108 salariés de l'entreprise Osram, qui ont refusé de baisser leurs salaires...

Dans le même temps, l'ensemble de la population va connaître des augmentations. Celles d'EDF (entre 2 et 3%), de la SNCF (3,4%), de la RATP (2%), qui s'ajoutent à celles des prix de l'alimentation, des loyers, du pétrole... Ces augmentations sont d'autant plus inadmissibles que le fameux grand plan de relance de Sarkozy (26 milliards d'euros) prévoyait, notamment, 4 milliards d'investissements supplémentaires dans les entreprises publiques (EDF, GDF, La Poste, la RATP et la SNCF), dont 2,5 milliards... pour la seule EDF, 300 millions pour la SNCF et 200 millions pour GDF-Suez qui, elle, laisse ses tarifs inchangés malgré la baisse des prix du pétrole, alors qu'une baisse des tarifs du gaz à partir d'avril avait été annoncée!

On le voit de plus en plus chaque jour, le prix de «la crise» et de «la relance», ce sont d'abord les salariés, les précaires, les chômeurs, les retraités qui la payent et, au lieu de vivre, survivent. Il est urgent de changer la donne. Pour cela, il faut prendre sur les profits qui, malgré ce qu'on veut nous faire croire, existent encore. Il faut d'urgence rattraper les pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis des années, en augmentant de 300 euros net les salaires, les retraites et les minima sociaux, ainsi que garantir les moyens de vivre correctement pour tous et toutes, avec au minimum 1500 euros net par mois. Mais aussi augmenter les salaires et les cotisations sociales, et en finir avec les exonérations, pour augmenter la protection sociale, les retraites, l'assurance-chômage... Mais, pour obtenir cela, il faut riposter en nombre et tous ensemble, en finir avec les journées de mobilisation isolées, se mettre d'accord autour d'une plateforme revendicative ayant un contenu, en particulier sur les salaires.

Sandra Demarcq



Pierre Laurent, auteur du rapport d'introduction lors du dernier Conseil national du PCF. (JMB)

PARTI COMMUNISTE TIRAILLEMENTS

Le conseil national du PCF, réuni les 19 et 20 juin, a tiré un bilan positif des résultats du Front de gauche aux élections européennes, mais sans triomphalisme.

Une étude de l'Ifop révèle que le Front de gauche (FG) ne devance le NPA, aux élections européennes, que chez les électeurs de plus de 50 ans. Elle montre également que le NPA est en tête chez les ouvriers et les employés. Les scores du Front de gauche s'établissent entre 17% et 43% dans les municipalités tenues par le Parti communiste, mais ils s'effondrent ailleurs.

C'est donc à partir du constat que le recul du parti a été stoppé que le débat a eu lieu, au conseil national du PCF, les 19 et 20 juin derniers. Le débat opposait la majorité de la direction à ceux qui estimaient que le parti s'était dilué dans un Front sans partenaires crédibles.

Nombreux sont les militants qui se sentent plus proches du NPA que du Parti de gauche, même si, pendant la campagne électorale, on a pu voir, ça et là, ressortir à notre égard les vieux réflexes sectaires (affiches recouvertes, bulletins absents de certains bureaux de vote, etc.).

Dans son rapport, Pierre Laurent se félicite de la remontée du parti face au supposé sectarisme du NPA: «Les discours de donneurs de leçons à l'égard du mouvement syndical ont eux aussi été sévèrement jugés.» Mais c'est autour des perspectives du Front de gauche, notamment les régionales, que le débat a tourné. Pour le rapporteur, les objectifs sont clairs: «Lancer la bataille des régionales avec l'ambition de construire des majorités régionales de gauche sur des projets ambitieux de lutte contre la crise. Poursuivre et élargir la démarche engagée avec le Front de gauche.»

Concrètement, cela laisse entendre un accord avec le Parti socialiste dans certaines régions

(pas forcément dans toutes) afin de dépasser les 5% et de sauver ainsi les 185 conseillers régionaux sortants.

D'où la critique à peine voilée à l'adresse des dirigeants du Parti de gauche, «qui viennent de déclarer qu'à leurs yeux, ni le PS ni les Verts ne pourraient rejoindre un tel rassemblement, appelant d'ores et déjà à des listes autonomes du Front de gauche ouvertes à ce qu'ils appellent l'autre gauche (NPA, Alternatifs, MRC). La démarche que je vous propose ne peut-elle pas bousculer davantage le paysage? [...] A gauche, ça n'est pas à nous de fixer les frontières.»

Et, pour être encore plus claire, Marie-George Buffet précise: «Nous n'avons pas décidé d'en rester au "Grand Soir", mais de dépasser le capitalisme par un combat mêlant l'action quotidienne dans les luttes, le rassemblement et la gestion à tous les niveaux issus du suffrage universel.»

La décision finale sera prise fin octobre. Le temps de tester tous les partenaires potentiels et de convaincre les militants. En tout cas, les termes du débat sont posés, et forcément plus clairement que lors des européennes, où aucun accord avec le PS n'était possible.

L'aspiration à l'unité est légitime forte parmi tous les anticapitalistes mais nous continuons à affirmer que celle-ci doit se réaliser sur des bases claires. Il n'est pas envisageable selon nous d'adapter le contenu politique d'une orientation en fonction des élections et des partenaires.

Construire une unité durable, dans les luttes comme dans les élections, est aujourd'hui une nécessité. Le Nouveau parti anticapitaliste ne ménagera aucun effort dans cette direction.

Olivia Hespion

et aussi

IALOGUE DE DUPES. La semaine dernière, syndicats et patronat ont continué à discuter de la «gestion sociale des conséquences de la crise sur l'emploi». Le patronat, déjà amplement choyé, en veut encore plus. Il souhaiterait en particulier étendre les dispositions adoptées sur le chômage partiel à des catégories de salariés exclues pour l'instant du dispositif. Et pourquoi pas, qu'elles soient même appliquées à des salariés individuels! Ben voyons! La CGT a bien mis en avant ses craintes –déjà réalisées d'ailleurs– que certains patrons, comme ceux de Renault et de Peugeot, fassent faire des heures supplémentaires alors même qu'ils sont en train de licencier ou de mettre des milliers d'ouvriers au chômage partiel. Mais dans l'atmosphère feutrée des salons, cela ne risque guère d'impressionner le Medef.

NON A L'EPR. Contre la construction de l'EPR de Penly (Seine-Maritime). Dimanche 27 juin, entre 700 et 800 manifestants se sont regroupés sur l'esplanade de la mer, à Dieppe, à l'appel du collectif unitaire contre l'EPR «Ni à Penly ni ailleurs». Les organisations participantes (Greenpeace, Verts, NPA, Alternatifs,

Confédération paysanne, réseau Sortir du nucléaire, Parti de gauche...) ont tenu leurs stands, tandis que les participants écoutaient chorale et fanfare et se restauraient. Après la prise de parole d'un représentant du collectif, rappelant le scandale de la création d'un EPR sur une côte où existent déjà sept réacteurs nucléaires, les participants ont défilé en ville. Ils ont reçu un accueil, le plus souvent, favorable. C'est le premier pas d'une mobilisation qui va se poursuivre.

ANPE/ASSEDIC. Le 18 juin, les organisations de chômeurs AC, Actuchômage, CAC CNT 91, le collectif de défense du point relais de la Ferté-Alais et les syndicats de Pôle emploi (SUD-IDF, SNU-FSU-IDF, CFDT-IDF) s'étaient invités à l'agence de Corbeil-essonne (Essonne), afin de manifester leur opposition à la fermeture du point relais de la Ferté-Alais. La suppression de cette unité regroupant 27 communes, déjà pénalisées tant économiquement que par l'insuffisance des moyens de transports, est le reflet d'une gestion purement technocratique de la fusion ANPE/Assedic. Elle symbolise le démantèlement du service public de l'emploi, garant d'une égalité de traitement.



Entre Ploufragan et Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), mercredi 24 juin. Les 250 salariés de Chaffoteaux (chaudières) se battent contre la fermeture de leur site. (m)



et aussi

LE FN MENACE HÉNIN-BEAUMONT. Au premier tour des élections municipales d'Hénin-Beaumont, le 28 juin, le Front national arrive largement en tête (plus de 39% des voix). Il capitalise l'écœurement de la population face à la gestion de la ville par la gauche plurielle et les malversations de l'ancien maire PS, Gérard Dalongeville, aujourd'hui incarcéré. Les électeurs ont aussi montré leur colère, en plaçant en troisième position la liste MJS-Modem-PCF-MRC, soutenue par le PS. Ce qui se passe à Hénin-Beaumont montre à quel point la crise économique, si elle ne rencontre pas de force politique prête à proposer un programme clairement anticapitaliste, peut permettre la montée de l'extrême droite. Une victoire du FN, le 6 juillet, représenterait un danger pour les couches populaires de la ville, mais aussi de toute la région. C'est pourquoi le NPA (2,42%) appelle l'ensemble des électeurs à faire barrage au FN au second tour. Avoir été présent pour affirmer la perspective d'une gauche anticapitaliste est un succès, que le NPA entend poursuivre par un travail de terrain afin de construire une gauche de combat.

CONDAMNATIONS SCANDALEUSES À NOUMÉA. Le président de l'USTKE, Gérard Jodar, a été condamné à un an de prison ferme. Il a été immédiatement incarcéré au camp Est, avec quatre autres syndicalistes. Les 21 autres militants jugés ont également été condamnés à de la prison ferme avec aménagement ou à de la prison avec sursis. Jamais en métropole un tel jugement n'a été prononcé. Les motifs des condamnations sont injustifiables. L'entrave à la circulation d'un aéronef n'a jamais existé, la manifestation de soutien aux employés de la société Air Calédonie ayant commencé à l'aube du 28 mai, à une heure où aucun avion ne décolle de l'aéroport de Magenta. C'est donc les gardes mobiles qui ont provoqué le blocage du trafic. Quant aux «dégradations de biens publics», là aussi, c'est l'intervention violente des forces de l'ordre qui les ont provoquées. Ces condamnations sont la marque d'une justice coloniale qui veut faire taire l'USTKE, premier syndicat du territoire, et qui revendique l'indépendance de la Kanaky. Le NPA appelle à développer la solidarité avec les syndicalistes emprisonnés et à participer à toutes les initiatives pour dénoncer ce jugement.

AIX-EN-PROVENCE «UNIS POUR AGIR»

Le NPA se présente avec le PCF et le Parti de gauche aux élections municipales partielles d'Aix-en-Provence, le 12 juillet. Claude Ramin (NPA) occupe la deuxième place de la liste «Aix à gauche».



Quel est le contexte de cette élection?

Le Conseil d'Etat a annulé les élections de 2008 en raison de la diffusion d'un tract anonyme poisseux et violemment homophobe pendant la campagne. Cette affaire est assez symbolique du mode de gestion délétère de la municipalité UMP, basé sur le clientélisme, le populisme et le sécuritaire. Pour beaucoup d'Aixois, cette annulation, survenue à la surprise générale, est une opportunité d'essayer de changer d'ère. Après M. Joissains, maire dans les années 1970, nous avons actuellement Madame à la mairie et la fille vient d'être mise sur orbite, avec un poste en or au Sénat.

Qu'est-ce qui vous a conduit à faire une liste unitaire?

Nous avons lancé un appel à toutes les forces anti-libérales et anticapitalistes pour que soit présente dans l'élection une vraie gauche, comme nous l'avions proposé l'an dernier. Les choses se sont accélérées quand la fédération socialiste a fait pression, allant jusqu'à la menace, pour que le candidat historique du PS fasse alliance dès le premier tour avec le Modem. Le PCF a alors répondu présent, en disant qu'on ne bat pas la droite en s'alliant avec une partie de celle-ci, de même que le Parti de gauche (PG). Il faut ajouter qu'en 2008, le Modem était allié avec une branche de l'UMP, dont un conseiller général, relais de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille. L'idée, c'est de dire que la gauche, la vraie, c'est nous tous, rassemblés par les luttes et unis pour agir.

Quels sont les principaux axes de campagne?

La liste est ouverte aux militants syndicaux et associatifs, pour porter haut et fort les luttes où nous nous retrouvons au quotidien (la grève exemplaire des postiers, débutée il y a plusieurs mois; les personnels de l'hôpital et de l'hôpital psychiatrique, les enseignants-chercheurs, Atoss et étudiants de l'université en lutte...). Les axes de campagne sont nombreux. La démocratie locale, avec une série de propositions pour sortir de l'opacité et du mépris général, avec l'idée du budget participatif. Le logement, pour sortir d'une gestion calamiteuse, ruineuse et clientéliste pointée du doigt par l'Etat. Il faut aussi savoir que les 20% de la loi SRU sont atteints grâce à une entourage: les cités U sont incluses, dans une ville aux loyers prohibitifs! L'emploi, avec la fin des subventions aux entreprises qui licencient tout en faisant des bénéfices (STMicroelectronics) et l'intégration à exiger, dans le cadre de la communauté de communes qui finance le chantier, des ouvriers d'Iter dans le droit du travail français - s'y appliquent seulement les minima de l'OIT, car c'est un chantier «international». L'écologie, avec notamment les transports en commun gratuits, comme c'est fait à Aubagne par le PCF. Nous avons enfin une thématique LGBTI, rendue encore plus d'actualité par le motif de l'annulation.

Propos recueillis par nos correspondantes

NPA STRUCTURELLEMENT UNITAIRE ET ANTICAPITALISTE



Paris, le 19 mars. Cortège du «minifront» politique et social «Saint-Denis en lutte». (ALTERNATIVE LIBERTAIRE SAINT-DENIS)

Alors que Sarkozy et son gouvernement annoncent de nouvelles attaques, il est impératif d'amorcer la riposte politique et sociale.

De grâce en disgrâces courtoises, le jeu des chaises musicales organisé par Sarkozy II s'est achevé par la constitution d'une équipe de choc, déterminée à faire payer la crise aux travailleurs. Ouvrir la voie au travail du dimanche, «externaliser» la longue maladie vers un régime d'assurances, dégraisser en masse dans la fonction publique, renforcer l'arsenal répressif, les ministres réactionnaires ont de quoi nous préparer un été meurtrier pour les acquis sociaux et les libertés. Face à une telle machine de guerre, la seule réponse possible, c'est la mobilisation générale des salariés et de la population. Grèves, manifestations, marches nationales, pétitions, occupations, protestations de toutes sortes en sont les passages obligés. Aucune force politique ou syndicale ne peut, à elle seule, décréter la généralisation des

mobilisations. Il faut une rencontre de tous les partis, syndicats et associations de gauche¹, pour examiner la situation et proposer rapidement un plan de mobilisation ne se résumant pas à deux ou trois journées de grève étalées sur huit mois. L'autre tâche de l'heure, liée à la première, est de faire grandir une opposition radicale à Sarkozy sur le plan directement politique. La crise que traverse la social-démocratie libère de l'espace. Il s'agit de crédibiliser les solutions anticapitalistes et antiproductivistes à une échelle de masse. Nous ne négligeons aucun terrain pour le faire. Nous sommes ouverts à toutes les collaborations unitaires, y compris dans un cadre électoral. Nous proposons au Parti de gauche (PG), aux Alternatifs, à la Fédération, au PCF et à Lutte ouvrière de constituer partout des listes communes au premier tour des régionales de mars 2010. Ces listes doivent porter les exi-

gences sociales et écologistes face à la crise, ainsi que des mesures anticapitalistes adaptées au rôle des conseils régionaux. Cela suppose un bilan critique des gestions des vingt régions de gauche. Cela suppose aussi, dans le cas où les listes auxquelles nous participons fusionneraient avec celles du PS au second tour, que nos élus et ceux de nos partenaires conservent leur totale liberté de vote dans l'institution. Nous sommes prêts à participer à des coalitions de gauche - donc sans le Modem - au second tour², pour faire échec à Sarkozy et à ses amis, mais pas à nous renier. Hors de question de se soumettre à une solidarité de gestion qui nous obligerait par exemple à voter des subventions régionales à des entreprises qui licencient. Diverses déclarations du parti de Jean-Luc Mélenchon vont dans le bon sens. Celles des dirigeants du PCF sont très contradictoires. «La stratégie du Front de gauche

qui vient d'être expérimentée devra être élargie [...] au NPA et à d'autres [...]. Ça suppose que le NPA change sa posture quant à sa prise de responsabilité sur la gestion des régions puisqu'ils ne veulent pas travailler avec le Parti socialiste, ce qui n'est pas notre cas», a, par exemple, déclaré le député communiste Roland Muzeau. Entre la soumission aux politiques libérales mises en œuvre par le PS et la rupture anticapitaliste avec le NPA, le PCF devra pourtant choisir. Pour clarifier, des rencontres rapides, dont nous rendrons compte au fur et à mesure, sont prévues avec l'ensemble des partenaires pressentis. **Frédéric Borrás et Raoul Jennar**

1. Le NPA a demandé des rencontres bilatérales à tous ces mouvements.
2. La loi électorale permet à deux listes ayant dépassé les 5% au premier tour de fusionner au second.

LA CRISE de l'éducation

Les « réformes » libérales du service public d'éducation

Revigoré par les élections européennes, le gouvernement et Sarkozy continuent leurs contre-réformes de l'éducation : mise en place de la « masterisation » dans les universités, ouverture des établissements le week-end et pendant les vacances ; répression syndicale sans précédent ; diminution programmée du nombre de personnels et d'enseignants (34000 suppressions de postes) ; « réforme » du lycée à venir ; accord avec le Vatican... Il s'agit de détruire le service public d'éducation, d'adapter la formation des jeunes aux besoins immédiats du patronat, de former les jeunes, de diminuer le coût de la main-d'œuvre... Cette année déjà, la révolte a grondé : mobilisation des lycéens en décembre ; dix-sept semaines de grève dans les universités avec blocages, ronde des obstinés, cours hors les murs... Dans le premier degré, il y a eu des actes de désobéissance et de fortes mobilisations lors des journées d'action interprofessionnelles (avec des taux de grévistes souvent supérieurs à 60%). Tout cela pour aboutir au fiasco du 13 juin : les directions syndicales n'ont pas voulu relier les mobilisations dans un mouvement d'ensemble montant en puissance avec un calendrier d'action resserré. L'action des équipes combattives et des militants anticapitalistes n'a pas pesé suffisamment. Il faut rompre avec cette stratégie qui refuse l'affrontement avec le gouvernement et construire dans les assemblées générales et leurs coordinations un mouvement d'ensemble sur des mots d'ordre unifiants : refus des contre-réformes de l'éducation et des suppressions de postes, augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail pour une école démocratique...

DESTRUCTION PROGRAMMÉE DE LA MATERNELLE

Le gouvernement a permis à des collectivités locales ou à des entreprises de se porter candidates pour ouvrir des jardins d'éveil. Ces structures, ni crèche ni école, ouvertes aux enfants de 2 à 3 ans, pourront s'implanter dans les maternelles, sans personnels éducatifs qualifiés. Avec des taux d'encadrement inférieur (un professionnel pour « huit à douze enfants », au lieu de huit aujourd'hui en crèche), elles seront payées par les communes, les CAF et... les parents ! Avec les réductions de postes, en dix ans, la proportion des enfants de 2 à 3 ans accueillis gratuitement en maternelle est passée de 35 à 20%, soit 14000 enfants par an laissés à la porte de la maternelle. D'ici 2012, le gouvernement veut ouvrir 8000 places en jardins d'éveil et, à terme, 16000 places supplémentaires. Les débats à l'UMP sur le report de 3 à 5 ans de l'âge de scolarisation de droit, comme les déclarations de Darcos contre les enseignants de maternelle (« bons à changer des couches ») montrent les intentions de la droite : supprimer la maternelle permet le transfert de ses enseignants vers l'élémentaire et, malgré la hausse du nombre d'élèves, de continuer à supprimer des postes...

COLLÈGE UNIQUE REMIS EN CAUSE

Bien qu'il n'ait pas été, cette année, l'objet d'attaques frontales, le collège est néanmoins « réformé » en profondeur. Les possibilités d'orientation avant la fin de la troisième se sont multipliées. La mise en place de stages en entreprise dès la quatrième, la création des troisièmes DP6 (« découverte professionnelle »), dans lesquelles les élèves, moyennant le sacrifice d'une langue vivante, consacrent six heures de leur temps à préparer leur orientation professionnelle et à « découvrir le monde de l'entreprise », la possibilité de faire des troisièmes en alternance ou « pré-apprentissage » dès 14 ans, constituent des entailles au principe du collège unique, conçu pour permettre à tous de s'instruire et de se promouvoir. Les évaluations en CM2 permettront sans doute de sélectionner rapidement le mauvais élève qui devra se contenter du socle commun et être orienté à la fin de la cinquième vers la voie professionnelle. Croulant sous des dispositifs d'aide dite « individuelle », il n'aura plus accès aux enseignements qui sortent du cadre scolaire pour faire l'objet de l'accompagnement éducatif – non obligatoire – (pratiques artistiques et sportives, mais aussi pratique de l'oral en anglais...). Le collège unique, pensé comme coûteux et inutile par le gouvernement, est ainsi grignoté de l'intérieur.

LE LEURRE DE L'AIDE PERSONNALISÉE

A la rentrée 2008, deux heures d'enseignement ont été supprimées pour l'ensemble des élèves afin de mettre en place l'aide personnalisée. Conséquences de cette contre-réforme : annualisation d'une partie du temps de travail pour les enseignants, suppression de 3000 (9000 sur trois ans) postes d'enseignants formés pour intervenir auprès des élèves en difficulté (réseaux d'aide), allongement de la journée de travail pour certains élèves. Cette mesure, que le gouvernement présente comme bénéficiant aux élèves en difficulté, est un leurre. La difficulté ne se traite pas en allongeant le temps de travail de l'élève ou en rabâchant les cours précédents. Avec l'aide des parents, les enseignants ont décidé de refuser la mise en place de l'aide personnalisée (AP) afin d'imposer l'arrêt des suppressions de postes d'enseignants spécialisés et d'imposer d'autres moyens pour les élèves en difficulté. Dès le début de l'année, un mouvement de « désobéisseurs » a commencé à voir le jour. Mais, en l'absence d'un soutien des directions des syndicats majoritaires dans la profession et d'un appel clair à la résistance de tous, ce mouvement est resté isolé et les enseignants subissent sanctions et retraits de salaires.

LES VOYAGES NE FORMENT PLUS



1. Voir <http://resistancepedagogique.blog4ever.com/blog/index-252147.html> et lire page 2.

ASSE

ducation

érales du gouvernement visent le démantèlement d'éducation. De l'école maternelle à l'université.

ATAQUES CONTRE LE SECTEUR PROFESSIONNEL

Le secteur professionnel s'est trouvé dans la ligne de mire du gouvernement, avec la mise en place d'une vaste «réforme» visant à généraliser la préparation du bac pro en trois années et à déqualifier à terme le BEP. Initialement, le parcours, échelonné sur quatre années, avait été conçu pour mieux préparer des élèves, souvent en échec scolaire, en les amenant au bout de deux ans à un BEP puis, dans un deuxième temps, en les préparant au bac. Cette «réforme», qui permet de diminuer le nombre de postes, constitue une véritable attaque idéologique. Actuellement, 50% seulement des élèves sortent du lycée pro avec le bac en poche. Avec une formation en trois ans, on peut présager un taux d'échec en forte augmentation, ainsi que l'arrivée sur le marché du travail d'une main-d'œuvre moins diplômée, moins qualifiée, véritable réserve de précaires pour le patronat. Le secteur pro subit également de plein fouet l'introduction de nouvelles techniques de management, venues du privé et appliquées dans le secteur public. Les personnels se voient imposer une annualisation de leur temps de travail et une soumission accrue aux chefs d'établissement, qui disposent désormais d'un volant de 30% d'heures à distribuer à leur guise. Economies budgétaires, rentabilisation des personnels et dévaluation des diplômes sont désormais les maîtres mots de la politique gouvernementale.

US LA JEUNESSE

PARIS
CET
TÉ?

EN
ENTREPRISE...



«RÉFORME» DES LYCÉES, LE RETOUR

La contre-réforme des lycées, annoncée en octobre 2008, prévoit une réduction considérable des horaires, la disparition de certaines matières, l'individualisation des parcours, remettant en cause le BAC comme diplôme national, et le renforcement de l'autonomie des établissements. Si le socle commun (lire, écrire, compter) est prévu pour tous, le reste des enseignements serait revu à la baisse ou privatisé (via des cours particuliers). Même l'orientation deviendrait privée... Cela augmentera les inégalités sociales et territoriales. La «réforme» apparaît d'emblée comme le moyen d'habiller la pénurie et de justifier les suppressions de postes. La polémique s'étend et aboutit à une forte mobilisation, mais sans appel à la reconduction de la part des syndicats, signataires des seize points de convergence. L'année dernière, rapidement, les lycéens se sont mobilisés à la grande inquiétude du gouvernement, qui redoutait le «syndrome grec». Si bien que, le 15 décembre, le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, a annoncé le report de sa «réforme». Mais c'est pour mieux revenir, cette année, avec le rapport Descoings, publié en juin, et surtout le rapport Apparu, qui avance une politique d'austérité conforme à l'orientation gouvernementale. Leur objectif est d'en finir avec le lycée actuel avant mai 2012. L'annonce de l'expérimentation de la contre-réforme dans 123 lycées, dès la rentrée, conforte l'idée que le gouvernement veut passer en force.

UNIVERSITÉS EN LUTTE

Il y a cinq mois, le 22 janvier, l'université s'arrêtait... Tout au long d'une quinzaine de semaines, ce mouvement inédit a solidifié une rare unité entre enseignants, chercheurs, personnels Biatos, étudiants, et a inventé ses formes de lutte: manifestations massives et festives, cours hors les murs, «printemps des chaises», «ronde infinie des obstinés», blocages des campus... Parti de la révolte des enseignants-chercheurs contre la casse de leur statut et la mise à mal de leur liberté de recherche, et aussi du refus d'une «réforme» inepte de la formation des enseignants, le mouvement a vite contesté la loi LRU qui organise la concurrence entre les universités et ses personnels. Dès la seconde coordination nationale des universités, il a pris pour mot d'ordre «le savoir n'est pas une marchandise, l'université n'est pas une entreprise!». La conscience qu'il fallait sauvegarder le caractère de service public de l'enseignement supérieur et de la recherche a soudé ce mouvement. Le mouvement a contraint les ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Education nationale, Valérie Pécresse et Xavier Darcos, à manœuvrer. Il a peut-être évité qu'ils aillent encore plus loin... Mais il n'a pas réellement écorné la logique des contre-réformes. La volonté d'une convergence des luttes n'a pas été relayée par les organisations syndicales et l'élargissement du mouvement, «de la maternelle à l'université», n'a pas eu lieu...

MASTERISATION, PIÈGE À...

La déclaration finale du sommet de Lisbonne de l'an 2000, signée par Jospin et Chirac, jetait les bases des politiques européennes de destruction de toute forme de service public d'éducation. Il aura fallu attendre Sarkozy pour que cette politique s'applique avec brutalité. Jusqu'alors, les enseignants des premier et second degrés devaient passer un concours de recrutement un an après la licence (bac+4), et bénéficiaient d'une année de formation en IUFM, avec le statut de fonctionnaire stagiaire et la rémunération afférente. Ces cinq années de formation universitaire auraient dû se solder par la délivrance d'un master (bac+5)... Mais Xavier Darcos a concocté une «réforme» scandaleuse: concours pendant le master 2 (cinquième année après le bac), qui supprime le stage rémunéré et les IUFM; obligation d'obtenir un master pour être nommé professeur... Au nom du faux argument d'élever le niveau de recrutement, il s'agit de faire disparaître, à terme, la fonction publique d'Etat et d'embaucher des contractuels de droit privé à la merci des chefs d'établissement. Les universitaires n'ayant pas fait remonter les maquettes des nouveaux masters, Xavier Darcos a été contraint de ne pas appliquer entièrement son dispositif pour 2010... mais il est passé en force au comité technique paritaire (CTP) ministériel, avec la complicité de la direction du Snes, qui espère une hypothétique «revalorisation» des quelques enseignants qui seront désormais titulaires.



MARTINIQUE RÉORGANISATION NÉOCOLONIALE

Nicolas Sarkozy est allé aux Antilles, trois mois et demi après d'imposantes mobilisations. Après avoir joué le pourrissement, il propose un référendum sur le statut de l'île.

POUR la Martinique, le président du conseil régional, Alfred Marie-Jeanne (Mouvement indépendantiste martiniquais), et le président du conseil général, Claude Lise, ne s'étaient pas placés en dehors du mouvement du 5 février, mais s'étaient montrés très timorés, quant à sa durée et à son approfondissement, en critiquant « la méthode choisie, qui n'était pas adaptée ». Ils ont aussi expliqué que la solution passait par le statut d'autonomie qu'ils revendiquaient pour la Martinique. En fait, il s'agissait pour eux de réclamer la simplification administrative qui consiste à ne pas accumuler sur une île de 1 000 km² deux collectivités qui doublent dans bien des domaines. On agrémente tout cela de quelques transferts de « charges et de compétences ». Cela reste dans le cadre de la Constitution française qui, dans ses articles 72, 73 ou 74, prévoit les possibilités d'aménager l'organisation territoriale des dernières colonies sans mettre en cause la puissance tutélaire de la France. Véritable tour de passe-passe qui fera prendre les vessies néocoloniales pour des lanternes décolonisatrices.

Pour son déplacement en Martinique, Nicolas Sarkozy a d'abord pris toutes les précautions utiles : 900 gendarmes supplémentaires pour quadriller les lieux qu'il visitait avec un public trié sur le volet. Il a habilement choisi l'occasion de l'hommage officiel enfin rendu par la France aux premiers Résistants antillais contre Pétain et Hitler, ceux qu'on appelle aux Antilles les « Dissidents ». Tout en passant sous silence le nom de quelques Dissidents célèbres, comme Frantz Fanon ou Marcel Manville, il a arraché des larmes aux survivants en dénonçant sans ambages l'injustice de l'oubli.

Il a mis en avant des états généraux qui ne sont qu'une manière de torpiller les négociations entre le Collectif du 5 février, le patronat, l'Etat et les collectivités, qui avaient été imposées par le grand mouvement social du début 2009 ! Il en a profité pour tout promettre sur le scandale des prix aux colonies, sur la fin du racisme institutionnel symbolisé par une haute administration et une « élite » blanches dans un pays de Noirs. Il a laissé entrevoir de nouvelles libertés en matière de relations avec la Caraïbe. Il a inauguré l'aéroport de la Martinique du nom d'Aimé Césaire. En somme, avec ces trois moments, on a eu droit à trois exercices d'hommage du vice à la vertu !

Il ne resterait finalement à cet expert en belles paroles qu'à reconnaître le droit des peuples martiniquais, guadeloupéen, à l'autodétermination. Mais proclamer ce droit démocratique, sans évidemment prétendre choisir à leur place, c'était le Rubicon infranchissable. Le bon peuple en est réduit aux supplications sur les intentions du Prince. Va-t-on lui demander de choisir entre statu quo et changement ? Mais quel changement ? Seul le « démocrate » Sarkozy a les clés et il n'acceptera de les montrer qu'aux élus pour décider lui-même en tout état de cause.

Gilbert Pagot



IRAN FUTE EN AVANT RÉPRESSIVE

Face aux manifestations, la République islamique s'est lancée dans une répression à grande échelle.

Selon la Ligue iranienne de défense des droits de l'Homme, le régime iranien aurait procédé, en quinze jours, à plus de 2 000 arrestations. De nombreux animateurs étudiants, des militants ouvriers reconnus ou encore des journalistes font partie des personnes incarcérées. Selon de nombreuses sources, les détenus font l'objet de séances de torture répétées. Plusieurs dignitaires haut placés du régime et des dirigeants des pasdarans demandent que les émeutiers soient condamnés à mort et exécutés, afin de « donner une leçon à celles et ceux qui voudraient remettre en cause l'ordre et la stabilité de la République islamique ». On dénombre plus de 200 morts, des centaines de blessés et de personnes portées disparues. Pourtant, l'ampleur de la répression n'a pas étouffé l'expression des aspirations démocratiques de la jeunesse, des femmes et des travailleurs iraniens. La contestation s'adapte au contexte de répression, mais continue à faire

feu de tout bois. Le pouvoir tente de contenir la mobilisation et d'empêcher tout rassemblement. Ainsi, les familles de manifestants tués ont les plus grandes difficultés à organiser les cérémonies d'enterrement. A Téhéran, le dimanche 28 juin a été le cadre de nouvelles manifestations. Plus de 3 000 manifestants se sont affrontés, plusieurs heures durant, aux bassidjis et aux pasdarans. Selon des témoignages, les forces de l'ordre n'ont pas hésité à poursuivre les manifestants jusque dans les logements dans lesquels ils avaient trouvé refuge. Plusieurs secteurs de la capitale ont été bouclés par les gardiens de la révolution, instaurant ainsi un véritable état de siège. Pour la première fois, les officiers supérieurs des pasdarans dirigeaient les opérations de manière visible. Chaque jour connaît son lot d'initiatives de rue. Le lundi 29, la population a tenté d'organiser une chaîne humaine traversant Téhéran, du Sud (quartiers populaires et pauvres) au Nord (quartiers aisés et

riches). Dans de nombreuses villes, la population tente de manifester et s'affronte régulièrement aux forces anti-émeutes, aux bassidjis et autres nervis du régime. Face au degré de violence imposé par le pouvoir, la population cherche d'autres voies afin d'éviter la confrontation directe. Les appels à la grève, y compris à la grève générale, sont nombreux, mais la répression et l'absence de structure syndicale indépendante freinent, pour l'instant, l'extension du mouvement. La répression ne fait qu'accentuer la crise politique. L'appui apporté par le Guide, Ali Khamenei, à Ahmadinejad a pour paradoxe d'affaiblir le système politique. En déclarant que la réélection d'Ahmadinejad était un « miracle divin », Khamenei a fini d'achever l'idée selon laquelle le Guide serait le représentant du pouvoir divin. Khamenei a ouvert une crise sans précédent au sommet du régime et il est désormais en première ligne face aux manifestants. La Ré-

publique islamique, qui a perdu toute légitimité idéologique, ne tient plus que par la violence. Et, situation inédite, les différents clans ne sont pas en capacité de trouver un compromis. Le peuple iranien n'a que faire des dirigeants « réformistes » qui cherchent à maintenir le cadre institutionnel. La mobilisation actuelle n'est pas l'expression d'un soutien à Moussavi, mais bien la volonté du peuple d'en finir avec la République islamique dans son ensemble. La brèche est ouverte et ce ne sont pas les appels à l'unité et les dénonciations du complot étranger qui mettront un terme à cette crise. Si le peuple iranien rejette toute ingérence impérialiste, il n'est pas disposé non plus à accepter plus longtemps un pouvoir théocratique réactionnaire, brutal et corrompu. Plus que jamais, les forces démocratiques, anti-capitalistes, anti-impérialistes et féministes doivent se trouver aux côtés du peuple iranien.

Babak Kia

et aussi



GRÈCE. Voulant concurrencer l'extrême droite (7% aux européennes) sur le thème de la « menace » constituée par les immigrés, le gouvernement de droite aggrave les mesures racistes : chasse aux sans-papiers, avec déjà deux charters vers le Pakistan et l'Afghanistan ; lois sur la rétention et la réouverture de casernes d'enfermement. En outre, les fascistes montent dans des quartiers des comités de « citoyens exaspérés », sorte de milices racistes ! Il est urgent que toute la gauche, majoritaire en Grèce, prenne ses responsabilités : dénoncer les rafles, les expulsions et les mesures racistes. Pour mettre fin à la misère de ces réfugiés survivant par dizaines dans des logements sans eau, il faut exiger un accueil adéquat. Contre l'Europe « forteresse », la mobilisation doit être de dimension européenne.

AMAZONIE. Pour préserver leurs territoires, les communautés indigènes d'Amazonie demandent l'abrogation des décrets

d'application qui légalisent la destruction de leurs ressources naturelles. Une grève générale nationale paysanne andine et amazonienne, appelée par toutes les organisations sociales et syndicales, se prépare pour les 8 et 9 juillet. Rassemblement de solidarité, mercredi 8 juillet, 18 h, place de la République.

ARGENTINE. Au pouvoir depuis 2003, le couple présidentiel des Kirchner a essuyé une lourde défaite lors du scrutin législatif du 28 juin, tombant de 42 à 27% des voix et perdant sa majorité parlementaire. Sur fond de reprise de l'inflation et de remontée du chômage, le gouvernement « progressiste » a perdu les marges de manœuvre qui lui avaient permis de concéder quelques miettes sociales sans cesser de défendre les intérêts de la bourgeoisie. Dans un paysage politique plus fragmenté que jamais, mais toujours sans alternative anticapitaliste malgré la présence militante de

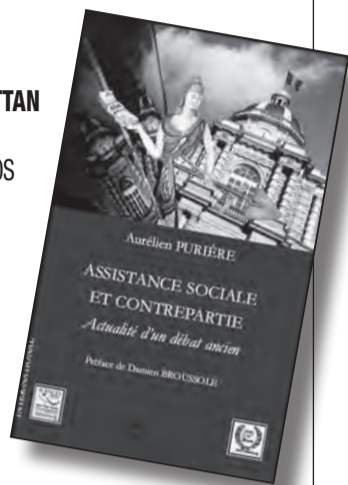
la gauche radicale, et alors que la crise mondiale commence à toucher le pays, l'instabilité et les luttes vont continuer à se développer.

PAKISTAN. Mardi 23 juin, 70 personnes ont été tuées lors des funérailles d'un commandant taliban, dans le Sud-Waziristan (nord-ouest du pays). Ce massacre est l'œuvre de la CIA, qui a utilisé l'un de ses drones de combat pour mener l'opération. Ces avions sans pilote ont déjà mené 43 raids et fait 400 morts dans la région. Cette guerre à distance se double de l'offensive de l'armée pakistanaise contre les talibans dans la vallée de Swat, qui a fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés. C'est l'une des conséquences de la régionalisation du conflit afghan (« Af-Pak War ») et de la guerre contre-insurrectionnelle voulues par Washington.



**ASSISTANCE SOCIALE
ET CONTREPARTIE
ACTUALITÉ D'UN DÉBAT ANCIEN**
AURELIEN
PURIÈRE

L'HARMATTAN
114 PAGES
13,50 EUROS



LA mise en place du revenu de solidarité active (RSA) s'accompagne d'une intense campagne idéologique sur les « nécessaires » contreparties à exiger des « bénéficiaires » d'une assistance sociale. Cette mesure concrétise l'un des six engagements de Nicolas Sarkozy en mars 2007 : « pas de minimum social sans contrepartie apportée à la société ». Face à ce débat, pas toujours facile à mener avec les salariés et dans les quartiers populaires, le livre d'Aurélien Purière vient au bon moment.

Il met en perspective les orientations politiques actuelles et en restitue les enjeux. La première partie de l'ouvrage reprend, depuis le Moyen Age, les débats sur « l'aide à apporter aux pauvres », jusqu'à l'instauration d'un « salaire socialisé », dans les pays d'Europe continentale au cours du xx^e siècle, instaurant un droit non soumis à contrepartie. Il montre ensuite comment les politiques libérales (avec des versions « de droite » et « de gauche ») ont remis en cause cet acquis en réhabilitant la notion de « contrepartie ».

Après avoir critiqué les différents arguments avancés, il analyse les modifications introduites par le RSA : « La contrepartie n'est plus seulement un engagement moral, mais un devoir de recherche d'emploi. » L'ouvrage se conclut sur les alternatives possibles aux politiques libérales. Il montre les dangers de l'instauration d'un « revenu minimal universel », divisant la société entre « personnes en détresse qui ne disposeront que d'un revenu minimal » et « personnes plus aisées qui pourront avoir recours aux assurances privées et à l'épargne ». Il préconise, au contraire, dans la lignée des ouvrages de Bernard Friot, le développement d'un salaire socialisé qui, par le biais de cotisations sociales, permettrait « d'assumer toutes les situations de travail (salarié ou indépendant au sens juridique du terme) et de hors travail ».

Au moment où le NPA va approfondir sa réflexion sur les questions de protection sociale et de santé, ce livre est une synthèse utile pour les militants.

Jean-Claude Delavigne

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com



Enfants réclamant à manger en Inde. (REUTERS/RUPAK DE CHOWDHURI)

ÉRADIQUER LA FAIM, C'EST POSSIBLE SI...

La sinistre cap du milliard de personnes souffrant de la faim de manière chronique vient d'être franchi. Cette augmentation brusque est une conséquence directe de la crise économique.



La FAO¹ vient de l'annoncer. En 2009, un habitant de la planète sur six est affamé. Une augmentation de 100 millions en un an. Pourquoi une telle augmentation ?

Les pouvoirs publics du Nord ont augmenté leurs aides et leurs subventions pour les agrocarburants. Du coup, il est devenu rentable de dévier une partie de la production de grains (maïs, blé...) vers la production d'agrocarburants.

D'autre part, après l'éclatement de la bulle de l'immobilier aux Etats-Unis, puis dans le reste du monde, la spéculation des grands investisseurs s'est déplacée vers les Bourses spécialisées dans les marchés de grains (Chicago, Kansas City, Minneapolis). Bien que la spéculation à la hausse ait pris fin

au milieu de l'année 2008 et que les prix sur les marchés à terme soient ensuite retombés en flèche, les prix au détail n'ont pas suivi le même mouvement. L'écrasante majorité de la population mondiale en subit encore les conséquences dramatiques. Les pertes d'emplois par dizaines de millions annoncées pour les mois à venir vont aggraver la situation.

Mais bien avant la crise économique que connaît actuellement le monde, la situation sur le front de la faim s'aggravait considérablement. Selon la FAO, « le nombre des personnes souffrant de la faim a augmenté entre 1995-97 et 2004-06 dans toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes. Mais même dans cette région, les avancées obtenues en matière de réduction de

la faim ont été inversées par la flambée des prix et la crise économique mondiale actuelle. »²

Eradiquer la faim, c'est pourtant tout à fait possible. Les solutions passent par une politique de souveraineté alimentaire et une réforme agraire, c'est-à-dire nourrir la population à partir de l'effort des producteurs locaux tout en limitant les importations et les exportations.

La souveraineté alimentaire doit être au cœur des décisions politiques, le but étant de s'appuyer sur les exploitations agricoles familiales utilisant des techniques destinées à produire une alimentation de qualité : sans OGM, sans pesticides, sans herbicides, sans engrais chimiques. Mais pour atteindre cet objectif, il faut que plus de deux milliards de paysans puissent accéder à la terre en quantité suffisante et la travailler pour leur compte au lieu d'enrichir les grands propriétaires, les transnationales de l'agrobusiness et les différents intermédiaires.

Pour cela, il faut une vraie réforme agraire, qui doit organiser la redistribution des terres en interdisant les grandes propriétés terriennes privées et en fournissant un soutien public aux agriculteurs pour qu'ils aient les moyens de cultiver la terre sans l'épuiser.

Le FMI et surtout la Banque mondiale portent une lourde responsabilité dans la crise alimentaire car ils ont recommandé aux gouvernements du Sud de supprimer les silos à grains qui servaient à alimenter le marché intérieur en cas d'insuffisance de l'offre et/ou d'explosion des prix. La Banque mondiale et le FMI ont imposé aux gouvernements du Sud de supprimer les

organismes de crédit public aux paysans, les poussant dans les griffes des prêteurs privés. Le surendettement des paysans qui en a découlé est ainsi la cause principale du suicide de 150000 paysans en Inde au cours des dix dernières années. Dans le même temps, la Banque mondiale et le FMI ont poussé les pays tropicaux à réduire leur production de blé, de riz ou de maïs pour le remplacer par des cultures d'exportation (cacao, café, thé, bananes, arachide, fleurs...). Enfin, pour parachever leur travail en faveur des grandes sociétés de l'agrobusiness et des grands pays exportateurs de céréales, ils ont incité les gouvernements à ouvrir les frontières aux importations de nourriture massivement subventionnée par les gouvernements du Nord, ce qui a provoqué la faillite de nombreux producteurs du Sud et une très forte réduction de la production vivrière locale.

Le combat contre la faim est donc partie prenante d'un combat anticapitaliste bien plus vaste, dont la dette fait partie. La crise globale qui touche le monde aujourd'hui aggrave la situation des pays en développement et de nouvelles crises de la dette sont à prévoir au Sud.

Damien Millet et Eric Toussaint³

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact :

redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

ENTRE GRANDS ET PETITS PRODUCTEURS J.-M. H. (VENDÉE) :

J'ai été très surpris et choqué par l'article signé de la commission « Pêche et agriculture » du NPA sur la crise du lait [TEAN n°12 du 11 juin 2009]. Je suis étonné qu'une structure apparemment représentative du NPA soutienne les producteurs de lait sur une base aussi corporatiste. L'article part en effet d'un prix de revient, pour les producteurs, de 330 euros la tonne, hors rémunération du travail, ce qui signifie en clair que seul le capital serait rémunéré. Si l'on se place sur le terrain de la défense des producteurs (ce qui est, bien entendu admissible), il faut savoir qui l'on défend. De quels types de producteurs s'agit-il donc dans l'article cité ? Celui-ci nous dit que ce prix (de 330 euros) est « insoutenable pour des éleveurs de plaine en filière industrielle ». Or, l'immense majorité des producteurs de lait sont aujourd'hui en filière industrielle, à savoir que leur lait est ramassé par des entreprises industrielles ou des coopératives qui le transforment en beurre, yaourts, fromages et autres produits. Le vrai problème, c'est que le prix de revient du litre de lait n'est pas le même pour tous ces agriculteurs. Il faut savoir si on défend le travail ou le capital. La plupart des producteurs de lait nourrissent leurs bêtes avec une dominante de maïs, qui nécessite

beaucoup d'engrais, herbicides et pesticides, sans compter l'arrosage avec de l'eau payée en grande partie par les autres consommateurs (les travailleurs) et, comme le maïs est peu nourrissant, complètent notamment avec du soja produit au Brésil au détriment des cultures vivrières locales. Bonjour l'écosocialisme ! J'oubliais bien sûr les tracteurs, souvent surdimensionnés, les salles de traite suréquipées (parfois de robots de traite). Naturellement, pour ceux-là, le prix de revient est élevé ! La contrepartie, c'est qu'en période dite « normale », le chiffre d'affaires l'est aussi.

Je connais des éleveurs de lait qui produisent autrement, ont des charges beaucoup plus faibles, et un revenu par travailleur correct en situation normale. Naturellement, ils souffrent aussi actuellement, mais proportionnellement beaucoup moins que les autres. On ne peut, lorsqu'on est anticapitaliste, accorder une prime à des agriculteurs productivistes qui capitalisent beaucoup. Il me semble qu'il faut discuter des limites et critères de soutien aux travailleurs indépendants que sont les agriculteurs (comme les pêcheurs du reste) et soutenir aussi le revenu des salariés d'exploitation. En tant qu'adhérent du NPA, je considère en tout cas que l'article de la commission ne représente pas un point de vue anticapitaliste.

1. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
2. FAO, Communiqué de presse, « 1,02 milliard d'êtres humains souffrent de la faim », 19 juin 2009.
3. Damien Millet et Eric Toussaint sont membres du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM, www.cadtm.org) de France et Belgique. Ils sont les auteurs de 60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, CADTM/Syllepse, novembre 2008.



AUTOMOBILE «SANS NOUS, PAS DE BAGNOLE!»

Ce slogan, crié par les 3 000 manifestants lors du dernier Salon de l'automobile, résonnait encore dans les têtes de la cinquantaine de participants à la rencontre des salariés de la filière automobile du NPA, samedi 27 juin.

La matinée de la rencontre, consacrée à la réflexion sur la prétendue crise de l'automobile, nous a confortés dans l'idée que la restructuration de la filière avait été planifiée et commencée bien avant le début de la «crise». Il n'en reste pas moins que la crise mondiale de surproduction que nous subissons est profonde et durable; les conséquences industrielles, politiques, sociales sont encore difficilement prévisibles. Ce qui est sûr, c'est que les travailleurs sont partout considérés comme des variables d'ajustement: de Mulhouse à Cléon, en passant par Sochaux et Blanquefort, ce sont des milliers d'intérimaires, de sous-traitants qui ont été jetés à la rue.

Pendant ce temps, les cadences augmentent. On nous fait travailler le samedi gratuitement, on alterne chômage partiel et intensification de travail. Au Technocentre de Guyancourt, chez PSA à Mulhouse, nos collègues n'en peuvent plus. Les milliards versés par tous les gouvernements ne servent qu'à financer les restructurations, les suppressions de postes, les fermetures de site, pour le plus grand bonheur des actionnaires. L'après-midi, consacrée à la construction de la riposte, laissait filtrer de grandes inquiétudes, mais aussi une grande détermination. Inquiétudes car, si les mobilisations sont là, les succès sont le plus souvent partiels («grosses» primes de licenciement) et la convergence

difficile. D'autant que chacun réaffirme, détaille, la faillite des confédérations syndicales, qui maintiennent l'isolement boîte par boîte en refusant d'organiser l'indispensable «tous ensemble». Inquiétude, parce que la montée de la précarisation, du chômage, de la misère et de la détresse qui les accompagne peut aussi déboucher sur une montée du racisme et des idées d'extrême droite. Détermination, parce que les nombreux travailleurs en lutte cherchent à sortir de l'isolement et se tournent vers nous pour organiser la riposte, construire les mobilisations. Bien sûr, des questions restent en suspens: comment faire pour que le slogan «interdiction des licenciements» soit porté par les luttes

et impose des reculs significatifs au patronat et au gouvernement? Comment nous organiser pour que les militants du NPA soient plus nombreux et utiles? Le développement des comités et des feuilles de boîte, de la formation: autant de chantiers à peine ouverts... Quelle alternative au «tout bagnole/tout pétrole»? De grands rêves sont esquissés: réduction massive du temps de travail, des conditions de travail centrées sur l'Homme et non sur la productivité, la proximité du lieu de travail et de l'habitat et un habitat à dimension humaine, un monde où nous déciderions de ce qu'on produit et comment.

Correspondants



Paris, le 9 juin. Manifestation commune des salariés de Lear et de PSA. (MILG)



ANDRÉ FICHAUT. André Fichaut, l'un des plus anciens militants de la IV^e Internationale, à laquelle il avait adhéré en 1947 – une période où il n'était pas facile d'être antistalinien –, nous a quittés, à 81 ans, lundi 29 juin. Jusqu'au bout, il est resté fidèle à ses convictions qu'un autre monde était possible et que cela passait nécessairement par la révolution socialiste mondiale. Il a retracé son parcours militant dans un livre, *Sur le pont, souvenir d'un ouvrier trotskyste breton*, préfacé par Alain Krivine (Syllepse) en 2003. Militant de tous les combats sociaux, internationaliste, syndicaliste CGT, militant contre le racisme, contre le nucléaire (bien que travaillant à EDF), soutenant Solidarnosc, fondateur d'Agir contre le chômage à Brest, partisan du regroupement qui donna «Tous ensemble à gauche», c'est tout naturellement qu'il a rejoint le NPA, après l'autodissolution de la LCR. Nos pensées vont pour sa femme Annie, ses enfants, Michèle et Bernard, et ses petits-enfants qu'il adorait.

Ses camarades

• Pour envoyer un mot à la famille de «Dédé»: Annie Fichaut, 24, boulevard Mouchotte, 29200 Brest

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an

28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

pour l'hebdo 6 mois 1 an

20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle

6 mois 1 an

22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an

45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

65 euros 130 euros



SOLIDARITÉ PALESTINE

Pas de complicité dans la colonisation !

Georges Frêche, président de la région Languedoc-Roussillon, a décidé d'implanter, dans le port de Sète, Agrexco, une société d'importation de fruits, légumes et fleurs, appartenant à 50% à l'Etat d'Israël. Pour lui, Israël est « un nouveau allié commercial de la région » et il compte dépenser 200 millions d'argent public à cette implantation. Pour nous, il faut boycotter cette entreprise car Agrexco vend des produits cultivés par des colonies illégales de la vallée du Jourdain (Cisjordanie). Une Coalition contre Agrexco s'est mise en place, regroupant 80 associations, syndicats et partis et la mobilisation dépasse le cadre local.

Nous exigeons l'ouverture d'un débat avec les syndicats ouvriers et paysans, les associations et les partis, pour voir comment développer le port de Sète sans être complices de l'oppression d'un peuple. Par ailleurs, ce projet, absurde écologiquement, met en péril l'agriculture locale. Une journée de lutte contre ce projet a été organisée le 25 juin, à l'occasion de la session du conseil régional. Plus de 1 000 personnes ont manifesté dans les rues de Montpellier. Deux marches partant des quartiers populaires de Nîmes et Montpellier, ont rejoint le cortège.



(VINCENT MAZUREK)

LE CHIFFRE

78 000

C'est le nombre de personnes dans le monde classées comme « ultrariches » car possédant une fortune individuelle nette de plus de 30 millions de dollars. Selon l'étude de Merrill Lynch Cap Gemini, après deux années d'opulence exceptionnelle, en 2006 et 2007, ces malheureux se seraient appauvris l'année dernière. Mais l'étude précise que, grâce au redressement des marchés financiers et du secteur immobilier, à la spéculation donc, la richesse totale des millionnaires dans le monde devrait croître à un taux de 8,5% sur les cinq prochaines années. A comparer avec nos salaires.

POLICIERS MIS EN CAUSE A ARGENTEUIL.

Ali Ziri, 69 ans, et Arezki Kerfali, 61 ans et invalide à 60%, été interpellés, le 9 juin, à Argenteuil, par la police nationale. Conduits à l'hôpital d'Argenteuil pour une prise de sang, Arezki perdra connaissance et Ali y mourra. Selon des témoignages, les trois policiers les avaient roués de coups. Le NPA, dans le cadre du collectif « Vérité et justice pour Ali Ziri et Arezki Kerfali », exige toute la transparence et la mise en examen des policiers impliqués sur lesquels pèsent des charges accablantes. Pour la famille en particulier, il est insupportable de savoir ces derniers toujours en fonction, tout comme le sont les policiers de Grasse, impliqués dans la mort par asphyxie du jeune Hakim Ajimi durant son transfert au commissariat. A l'appel du collectif, 400 personnes ont manifesté mercredi 24 juin à Argenteuil. Une délégation a demandé en vain à être reçue par le sous-préfet.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

COUP D'ÉTAT AU HONDURAS.

Elu en 2006 sous l'étiquette du parti libéral (centre droit), pour un mandat de quatre ans non renouvelable, le président hondurien Manuel Zelaya avait convoqué, dimanche 28 juin, une consultation électorale pour demander un référendum en vue d'une Constituante, dans le cadre des élections générales de novembre prochain. Zelaya cherchait ainsi à pouvoir se présenter pour un second mandat mais les classes populaires espéraient de cette nouvelle Constitution une réelle refondation. Une telle perspective a provoqué un coup d'Etat militaire fomenté par le Parlement et la Cour suprême, tenus par l'oligarchie réactionnaire. Manuel Zelaya a été expulsé au Costa Rica par un commando militaire et remplacé par le président du Congrès, Roberto Micheletti, qui devait être son rival libéral aux prochaines élections.

Au Honduras, 77% de la population (7,3 millions d'habitants) vit dans la pauvreté. Les réformes sociales du président populiste renversé ont reçu l'adhésion des classes populaires tandis qu'il se mettait à dos l'oligarchie et son propre parti : campagne d'alphabétisation, accès aux soins des plus pauvres, augmentation du salaire minimum, prêts avantageux aux petits paysans, rapprochement de coopération avec Cuba et le Venezuela. La population tient tête aux putschistes dans les rues pour réclamer le retour au pouvoir de Zelaya. La grève générale a été lancée malgré la répression militaire des organisations populaires, le couvre-feu et le bouclage des médias.

BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS : INACCEPTABLE.

Mercredi 24 juin, la CGT Paris a procédé à une évacuation extrêmement violente de sans-papiers qui occupaient la Bourse du travail. Cette expulsion inacceptable affaiblit et divise le mouvement de lutte pour la régularisation des sans-papiers, au moment où Brice Hortefeux arrive au ministère de l'Intérieur. Depuis un an, un débat existait, au sein du mouvement de solidarité, sur le bien-fondé de cette occupation qui entravait le fonctionnement syndical et ne permettait pas de construire un rapport de force avec le gouvernement. Si le NPA n'a pas soutenu cette occupation, en aucun cas le problème ne pouvait être résolu de la sorte. Gouvernement et patronat sont les vrais responsables de la situation désastreuse dans laquelle se trouvent les sans-papiers. Il s'agit aujourd'hui de protéger les sans-papiers jetés à la rue et de reconstruire l'unité des organisations de défense des immigrés, syndicales, associatives, et politiques pour redévelopper un mouvement de masse pour la régularisation de tous les sans-papiers.

PHILIPS DREUX : JUSTICE DE CLASSE.

En janvier, les Prud'hommes d'Evreux condamnaient la direction de Philips à payer à 150 plaignants leurs sept semaines de grève avec, en plus, 5 000 euros de dommages et intérêts. Pour la première fois, une grève contre une volonté patronale de liquider un site et de jouer le pourrissement du conflit était reconnu comme légitime. Philips s'était empressé de faire appel. D'abord pour ne pas payer un million d'euros, même si c'est bien peu par rapport aux 698 millions de dividendes versés aux actionnaires en 2008. Mais surtout à cause du risque pour le patronat de voir des centaines de salariés dans la même situation chercher à faire valoir ce nouveau droit. Et, faut-il s'en étonner, la Cour d'appel de Rouen vient de donner raison à Philips. Il est vraiment plus que temps de regrouper toutes les boîtes qui licencient pour ensemble frapper un grand coup !

NO COMMENT
L'emprunt risque d'alimenter la financiarisation de l'économie.

JEAN-MARIE MONNIER
(SPÉCIALISTE DE LA DETTE PUBLIQUE).

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr